

idele mag



n°28 - Septembre 2025

Face à l'actu

Climat : et si le risque principal était l'inaction ?



DOSSIER

Performances économiques des exploitations

Quels leviers pour les optimiser en élevage ?

L'Institut de l'Élevage

est l'institut technique de référence dédié à l'amélioration des performances des élevages herbivores et de leurs filières, dans un contexte en constantes mutations.

Organisme de recherche-développement, il est à la convergence de la recherche, de l'innovation, de la formation et du conseil.



ORGANISATION

310 salariés
dont **270** ingénieurs

7 filières étudiées
30 thématiques traitées

30 millions d'€
de chiffre d'affaires

IMPLANTATIONS

18 sites
10 délégués régionaux

14 unités
expérimentales
en partenariat

1 500 élevages
suivis en réseau dont
110 dans les DOM

IMPACT

Chaque année :

300 projets en cours

300 sessions
de formation

5 500 participants
à nos conférences

350 publications
techniques

3 revues économiques
et **3** revues techniques



Un site internet rassemblant plus de 6 000 articles, dont 800 articles nouveaux par an
www.idele.fr

NOTRE GOUVERNANCE

**Un lieu privilégié
de la concertation
professionnelle...**

**... pour construire
ensemble les avenir
de l'élevage**

5 COMMISSIONS DE FILIÈRES
pilotent nos travaux sectoriels

Présidence : un administrateur ou un représentant des AS administratrices
Animation : un délégué par filière



VEAUX DE
BOUCHERIE



CAPRINS



OVINS



BOVINS
LAIT



BOVINS
VIANDE

BUREAU
Présidence : Samuel Bulot

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
décide de nos orientations

LE CONSEIL D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE
formule des avis sur l'orientation de nos travaux
Présidence : INRAE

SOMMAIRE



L'édito / 4

Joël Merceron,
Directeur général
de l'Institut de l'Élevage.



Face à l'actu / 5

Climat : et si le risque principal
était l'inaction ?

Temps forts / 6

Panorama des évènements
marquants organisés par
l'Institut de l'Élevage depuis
février 2025.

À découvrir / 8

Plein phare sur les nouveaux
projets de recherche ou réseaux
dans lesquels l'Institut de l'Élevage
est engagé.



12 / Dossier

Performances économiques des exploitations

Quels leviers pour les optimiser en élevage ?

Le revenu dégagé par les exploitations d'élevage ruminant est sous l'influence changeante des conjonctures : prix des marchés, conditions climatiques, crises sanitaires... Les études d'Inosys Réseaux d'élevage se font l'écho des fortes variations interannuelles et d'une grande dispersion des résultats intra-filières. Malgré tout, des leviers d'optimisation du revenu existent.

22 / International

Le projet DIGI-Rangeland vise à renforcer la compétitivité de l'agriculture et la durabilité des systèmes d'élevage extensifs en Europe grâce aux innovations et technologies numériques.

24 / Portrait

L'Institut de l'Élevage compte 24 agroéconomistes. Spécialisés en économie, ces ingénieurs s'intéressent aux évolutions conjoncturelles et structurelles des filières et des exploitations, ainsi qu'aux impacts des politiques publiques et des stratégies sectorielles sur leur économie. Eva Groshens, Ilona Blanquet et Vincent Lictévout, chacun spécialiste d'une filière, nous éclairent sur leurs missions.

26 / À l'affiche

Retrouvez les rendez-vous à venir (journées techniques, conférences, portes ouvertes, séminaires), les dernières publications et les prochaines formations de l'Institut de l'Élevage.



« L'analyse économique : un enjeu pour l'avenir de l'élevage. »



Joël Merceron,
Directeur général
de l'Institut de l'Élevage

Dans le monde de l'élevage, comme dans toute activité humaine, l'économie n'est jamais loin. Elle est, en réalité, omniprésente. Aucune avancée technique ne saurait trouver sa place sans une évaluation économique rigoureuse. Cette conviction, nos prédécesseurs l'avaient déjà à la fin des années 1970, lorsqu'ils décidèrent de doter l'Institut de l'Élevage — alors ITEB — d'un service économique pionnier, l'historique GEB (Groupe d'Economie du Bétail).

Au fil des décennies, l'analyse économique s'est affinée. Dans les années 1980, la complexité des exploitations a poussé à adopter une approche globale des systèmes, bien au-delà des simples marges brutes. C'est ainsi que sont nés les réseaux d'élevage, permettant de mieux comprendre le fonctionnement global des fermes. Ces réseaux, enrichis et élargis à d'autres filières, constituent encore aujourd'hui un socle incontournable de référence.

À la fin des années 1990, les premiers travaux sur les coûts unitaires de production ont vu le jour. À cette époque, les primes PAC, indispensables aux revenus des producteurs, orientaient fortement les pratiques. « L'optimisation des primes » dominait souvent l'accompagnement technique, parfois au détriment de l'innovation et du progrès technique.

En 2014, l'Institut de l'Élevage a franchi une nouvelle étape en créant Couprod, la méthode unifiée de calcul des coûts de production pour toutes les filières de ruminants. Cet outil a permis de diversifier l'accompagnement technique et d'apporter des références objectives pour les négociations de prix. On peut même considérer que Couprod a jeté les bases des lois EGalim qui visent à rééquilibrer les relations commerciales au profit des producteurs.

Aujourd'hui, le contexte a changé et le constat est sans appel : le déséquilibre entre offre et demande devient inquiétant. Les prix atteignent des niveaux jamais vus et la priorité est désormais de relancer la production. Si les méthodes d'analyse mises au point au fil des décennies restent précieuses, elles doivent être complétées par de nouveaux outils — en particulier des analyses de coûts marginaux — tout en gardant à l'esprit la nécessité de préserver les ressources naturelles.

Le déficit de production en France prend une tournure structurelle. Il est donc urgent d'intégrer cette réalité dans nos analyses économiques, en imaginant des dynamiques collectives qui encouragent les investissements et dépassent la logique du résultat du jour. Car de ces choix collectifs et stratégiques dépend, tout simplement, l'avenir de l'élevage français. ■

Le dérèglement climatique est en place et le secteur agricole en subit déjà les conséquences.

Selon le Plan national d'adaptation au changement climatique, les engagements de l'Accord de Paris ne seront pas tenus. La France doit ainsi se préparer à une augmentation de +4°C en 2100 contre un objectif initial compris entre +1,5 et +2°C.

Cela se traduit progressivement par une pression plus forte exercée sur l'activité agricole avec de lourdes conséquences sur les systèmes de production : déficits d'accès à l'eau, successions de périodes très sèches et humides, incendies, pertes de rendements, changement des cycles de végétation, développement des maladies et des ravageurs, dégradation de la biodiversité, perte de fertilité des sols... Ces conséquences sont déjà perceptibles aujourd'hui avec des pertes économiques en forte augmentation depuis 2020. Selon l'Institut de l'Economie pour le Climat - I4CE, les soutiens publics au secteur agricole liés aux crises ont fortement augmenté ces dix dernières années. Pour l'année 2022, I4CE évalue l'indemnisation des pertes associées aux aléas climatiques et géopolitiques à 2 milliards d'euros. Ces pertes, qui représentent 40 % du budget du ministère de l'Agriculture, sont liées à l'augmentation du nombre et



CLIMAT : et si le risque principal était l'inaction ?

L'essentiel

Depuis 2013, les filières d'élevage sont fortement impliquées dans la décarbonation et la transition agroécologique avec les programmes Ferme Laitière Bas Carbone, Beef Carbon, Green Sheep et Elevage Caprin Durable. Le contexte géopolitique mondial pourrait inciter à l'inaction, mais cette inaction serait à terme délétère pour le secteur de l'élevage et la souveraineté alimentaire française.

Analyse de **Jean-Baptiste Dollé**, Directeur du département « Climat – Environnement - Ressources » à l'Institut de l'Élevage.

de l'intensité des aléas ainsi qu'à la part croissante des schémas assurantiels et des pouvoirs publics dans la couverture de ces pertes. Dans un contexte d'adaptation retardée au changement climatique, ces aléas représenteraient une perte de 3 à 4 % de la valeur de la production agricole française.

Pour répondre aux enjeux du réchauffement climatique, un changement de vision est nécessaire.

Face à cet emballement climatique, toute inaction se traduira à terme par une forte vulnérabilité des systèmes de production, une perte de capacité productive, une dégradation de la fertilité des sols, une perte de souveraineté alimentaire et une dégradation de l'environnement. Alors que le secteur de l'élevage en France compte le nombre le plus important, au niveau européen, de fermes impliquées dans le changement de pratiques et l'agroécologie (50 000 audits CAP'2ER® réalisés à ce jour), il est important de poursuivre les efforts consentis ces dernières années. Pour répondre à l'ensemble de ces enjeux, cette transition doit être multifacette et intégrer toutes les dimensions de la durabilité. Un changement de vision est nécessaire ; la transition agroécologique ne peut plus être vécue comme une contrainte visant à faire respecter des règles écologiques mais

bien comme un outil de progression de la performance, d'amélioration de la résilience et de préservation de l'environnement. Que l'on parle d'agroécologie ou d'agriculture régénérative, les solutions techniques existent et sont connues des éleveurs. Elles portent sur une optimisation des cycles de l'azote et du carbone, une moindre dépendance énergétique et aux intrants, une meilleure autonomie fourragère et protéique, un maintien de la biodiversité, une amélioration de la fertilité des sols, une sélection génétique animale et végétale améliorée, une optimisation des pratiques... De nombreuses solutions sont déjà disponibles afin d'assurer massivement cette transition voire cette transformation en préservant et améliorant la capacité productive et donc notre souveraineté.

Un nouvel accompagnement technique des exploitations est à inventer.

Stopper aujourd'hui toute transition conduirait à une prise de risques techniques et économiques très forte pour l'ensemble des filières d'élevage demain. Cette transition gagnante pour l'écosystème est aussi gagnante pour les éleveurs. Il convient donc de pour-

suivre et démultiplier les démarches en cours. Pour cela, nous savons qu'il faut gagner en opérationnalité et en impact, en redimensionnant et requalifiant l'accompagnement technique des exploitations. Nous savons également que certaines pratiques sont à coût nul ou négatif car en lien avec l'efficience technique, d'autres représentent des coûts de mise en œuvre ou des risques supportés par les éleveurs. La réussite de cette évolution majeure est conditionnée par l'engagement de l'ensemble des acteurs économiques du système alimentaire. Des coalitions d'acteurs rassemblant éleveurs, entreprises du conseil, coopératives, industriels, distributeurs, banques se mettent en place pour dynamiser cet accompagnement. L'objectif est ainsi de partager les rôles dans l'accompagnement technique, de combiner les sources de financement permettant de couvrir les coûts et ainsi de planifier et massifier la résilience à long terme des systèmes d'élevage.

L'évolution du climat nous rappelle donc l'importance d'élargir le champ de vision de la transition afin qu'elle ait de l'impact et qu'elle soit gage de résilience des systèmes d'élevage demain.

Contact : jean-baptiste.dolle@idele.fr

L'essentiel

Tour d'horizon des événements marquants organisés par l'Institut de l'Élevage depuis février 2025. Vous les avez manqués ? Nous vous proposons de les retrouver sur notre site web idele.fr ou sur les sites de nos partenaires.



27 mars 2025

La Journée Technique Ovine à Carmejane a rassemblé plus de 130 participants, éleveurs, techniciens et élèves. Sept ateliers ont été proposés, sur les résultats des essais réalisés sur la ferme de Carmejane mais aussi sur des sujets plus généraux portés par les partenaires de la filière ovine régionale.

Retrouvez les supports sur : mrepaca.fr/jto2025/

MARS



1^{er} avril 2025

Le projet Harpagon proposait une journée technique à la ferme des Trinottières (49) autour de la question : *Quelle précision pour l'alimentation des vaches laitières ?* Les résultats des essais menés sur le sujet montrent qu'il faut avant tout alimenter le troupeau à volonté, en s'assurant bien que les quantités à distribuer le sont effectivement !

+ d'infos sur : idele.fr/harpagon/



AVRIL



3 avril 2025

La 12^{ème} édition de la Conférence Grand Angle Lait a abordé plusieurs sujets à enjeux de la filière : situation des marchés, performances des élevages, stratégies environnementales, adaptations au changement climatique, apports de l'Intelligence Artificielle, bénéfices santé des produits laitiers.

Les supports et replays de ce rendez-vous incontournable de la filière laitière sont à retrouver sur : idele.fr (dossier « Grand Angle Lait 2025 »).

MAI

21 et 22 mai 2025

Lors des Journées Cap'Vert Bovins Lait (2^e édition) et Caprins (5^e édition), 550 participants se sont retrouvés à l'INRAE de Lusignan (86) pour échanger sur les thèmes de l'autonomie protéique, du changement climatique et de l'herbe. Cette année, coup de projecteur sur les résultats du dispositif Patuchev-REDCap, associant, depuis 10 ans, expérimentation système et acteurs de terrain, pour tendre vers des systèmes caprins valorisant l'herbe, limitant les intrants et économiquement viables tout en s'adaptant au changement climatique. Ces journées sont organisées dans le cadre de l'animation régionale des réseaux REDCap et AcceLaiR.

+ d'infos sur : idele.fr (dossier « Cap'Vert bovin lait 2025 ») et sur redcap.terredeschèvres.fr (onglet « Journée technique Cap'Vert »).





11 juin 2025

La 14^{ème} édition de la conférence **Marchés mondiaux Lait & Viandes** a fait le point sur l'actualité des marchés dans un contexte économique et géopolitique générateur de fortes incertitudes. Les supports des interventions sont à retrouver sur idele.fr (dossier « Marchés Mondiaux 2025 »).

3 juin 2025

Le projet **Inter-Agit +** organisait son séminaire de clôture. Objectif : échanger sur les effets du pâturage des couverts d'intercultures à l'échelle de la parcelle, de la ferme et des territoires. Au programme : le décodage de 49 suivis de parcelles, la gestion des questions juridiques et réglementaires, le test de la méthode MERCI (qui estime la restitution en éléments fertilisants issus des couverts d'intercultures) et du jeu de plateau OVIPLAINE (pour mettre en place des itinéraires de pâturage).
+ d'infos sur : idele.fr/interagit/



JUIN



19 et 20 juin 2025

Le **CIRBEEF** organisait sa 1^{ère} **Journée Portes Ouvertes** et ce fut une réussite : près de 350 personnes, une diversité de structures représentées, des ateliers techniques très animés, une dégustation de viande rouge valorisant des veaux issus du troupeau laitier. Le lendemain, le **CIRVEAU** proposait une **matinée technique** sous forme de visites guidées, qui a rassemblé plus de 300 personnes. Tous les supports sur idele.fr (Dossier « Journée portes ouvertes du cirbeef 2025 »).

27 mai 2025

La **Journée Portes Ouvertes à Ferm'Inov (71)** a réuni plus de 600 participants. Au programme : 15 ateliers techniques, des démonstrations de matériels innovants, des conférences, un challenge inter-écoles, sans oublier les moments conviviaux, favorisant les échanges et le partage d'idées sur les enjeux de la durabilité en élevage herbager. Retrouvez toutes les ressources de cette journée sur : idele.fr (Dossier « Journée Portes Ouvertes de Ferm'Inov du 27 mai 2025 »).



JUILLET



3 juillet 2025

La **rencontre annuelle des techniciens des 74 structures adhérentes du CIIRPO** a eu lieu sur le site d'innovation et de recherche du Mourier (87). Mêlant séance plénière et ateliers, les thèmes au programme ont été variés, abordant l'actualité et les nouveautés ; parmi eux, les solutions pour adapter les bergeries aux fortes chaleurs. L'animation de la séance plénière et des ateliers était assurée par des collègues de l'Institut de l'Élevage et du CIIRPO. Retrouvez toutes les ressources du CIIRPO sur : idele.fr/ciirpo/



La ferme expérimentale de Trévarez (29), à la pointe des systèmes laitiers très bas carbone.

Projet Horizon Europe Climate Smart Research

La recherche appliquée travaille sur des systèmes agricoles très bas carbone

Climate Smart Research est un projet de recherche et d'innovation de 5 ans impliquant 33 partenaires et 29 stations de recherche expérimentale à travers l'Europe et en Nouvelle-Zélande. L'objectif est la transition des systèmes agricoles vers une agriculture climatiquement neutre.

Ce projet vise à mettre en place des approches d'avant-garde pour des productions agricoles variées

(vaches laitières, vaches allaitantes, porcs, grandes cultures) dans quatre zones pédoclimatiques, avec pour ambition une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre, jusqu'à la neutralité climatique, tout en assurant l'adaptation des systèmes agricoles au changement climatique.

La ferme expérimentale de Trévarez (29) fait partie des dix stations expérimentales pionnières sélectionnées pour mettre en place les mesures les plus innovantes et ambitieuses. Le service Climat de l'Institut de l'Élevage coordonnera la partie la plus stratégique du projet : la mise en réseau de ces 10 fermes et la mise en place de comités d'agriculteurs et d'acteurs des filières agricoles et territoriales qui valideront les solutions proposées en s'assurant de leurs performances environnementales et économiques.

Contact : josselin.andurand@idele.fr

Formations initiales et continues

Formidable Protéine : des formations pour renforcer notre souveraineté protéique

La France est largement dépendante des importations de protéines végétales pour l'alimentation animale et humaine, ce qui expose le pays à des risques géopolitiques et climatiques. Face à ce constat, l'Institut de l'Élevage s'associe avec 15 organismes de la recherche et de l'enseignement agricoles dans le projet Formidable Protéine.

L'ambition est de créer 50 briques de formation innovantes et flexibles et de proposer 28 formations continues sur le thème de la souveraineté protéique, pour que tous les acteurs des filières (étudiants, enseignants, éleveurs, techniciens...) puissent acquérir les compétences nécessaires pour réaliser cette transition. Bénéficiant du soutien du fonds France 2030 Compétences et Métiers d'avenir, le projet démarrera en janvier 2026, pour une durée de 5 ans. Il devrait toucher 1 500 bénéficiaires des formations initiales, 10 000 apprenants en formations continues et 5 000 bénéficiaires du partage d'expérience.



Contact : philippe.dumonthier@idele.fr

Santé du troupeau

Projet ECO-AGIR : pour une gestion intégrée des strongyles des petits ruminants

Le projet ECO-AGIR vise à accompagner et former à la gestion intégrée des strongyloses gastro-intestinales, en élevages caprins et ovins, dans un contexte de conduite d'élevage valorisant le pâturage. Pour faire face à la montée des résistances aux antiparasitaires et pallier un arsenal thérapeutique limité, les acteurs de la recherche et du conseil, partenaires de ce projet, construisent des messages-clés partagés, déclinés par filière, sur les axes de la gestion durable : pâturage, sélection génétique, nutrition, traitement sanitaire... Une boîte à outils sera déployée. Premiers résultats disponibles à l'automne 2025.

+ D'INFOS : idele.fr/eco-agir/ **Contact :** carole.tocze@idele.fr



Projet ECO-AGIR : un réseau français, technique et scientifique, pour la gestion durable des strongyloses gastro-intestinales en petits ruminants conduits au pâturage.

„Bâtiments d'élevage

BRIC €levages : estimer le coût d'un projet de bâtiment d'élevage



Les bâtiments d'élevage constituent une charge financière qui pèse durablement sur les exploitations. C'est pourquoi, avec l'appui financier de la CNE, les Chambres d'agriculture et l'Institut de l'Élevage ont développé une application web afin d'apporter aux éleveurs, conseillers bâtiments et tout autre intervenant, un premier niveau d'évaluation des coûts d'investissements adapté par région.

L'application BRIC €levages permet de chiffrer un projet de bâtiments d'élevage pour ruminants, avec tous ses équipements. Les forces de cette application sont sa simplicité d'utilisation et la pertinence des coûts affichés, grâce à la mise à jour régulière des prix unitaires dans le cadre du réseau des conseillers bâtiments des Chambres d'agriculture.

+ D'INFOS : bric-elevages.fr

Contacts : tanguy.morel@idele.fr et bertrand.fagoo@idele.fr

DEPUIS 2007, LES COÛTS DES BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE POUR VACHES LAITIÈRES ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR 2,5



Coûts pour un bâtiment de 80 VL comprenant le logement, la salle de traite et la gestion des effluents (1 500 m³ de fosse en logettes ou 1 050 m³ de fosse en aire paillée)

„Conduite du troupeau

Projet BETTER-CALF : comment mieux valoriser les veaux laitiers ?

Le projet BETTER-CALF (Interreg

North West Europe) vise à mieux valoriser les veaux laitiers, afin de produire de la viande rouge dans des systèmes présentant une bonne efficacité technique, économique et environnementale. Objectif : accroître la production de valeur dans les territoires ruraux.

Ce projet regroupe les pays laitiers de la zone Nord-Ouest de l'Europe (Irlande, France, Allemagne,



Belgique, Luxembourg et Suisse) et réunit des acteurs de la recherche appliquée, des entreprises de conseil et des opérateurs de la viande bovine. Le projet piloté par le Teagasc (Irlande) associe notamment l'Institut de l'Élevage (France), le CRA Wallonie (Belgique), la Chambre d'agriculture de Basse Saxe (Allemagne), Convis (Luxembourg), Agroscope (Suisse). Il est basé sur la co-conception d'itinéraires et systèmes d'élevage, à travers des fermes pilotes et d'innovation.

Le CIRBEEF, localisé à Mauron (56), est partie prenante de ce projet, lui offrant ainsi l'opportunité de développer une étroite coopération avec les acteurs de la R&D de ces bassins laitiers européens.

Contacts : frederic.guy@idele.fr et pauline.madrangue@idele.fr

„INOSYS Réseaux d'élevage DES WEBINAIRES POUR FAIRE LE PLEIN DE RÉSULTATS !



Pour la deuxième année consécutive, les équipes INOSYS Réseaux d'élevage vous proposent de découvrir leurs derniers résultats et leurs analyses thématiques, directement issus du terrain.

Revoyez en replay les cinq rendez-vous nationaux organisés au cours du printemps 2025 pour les filières bovins lait, bovins viande, caprins, équins et ovins viande.

Contact : jean.seegers@idele.fr

+ D'INFOS : accédez à tous les replays via le QR Code ci-contre



„Projet CEVADE

Caractériser l'environnement d'aujourd'hui pour adapter la génétique et le conseil de demain en élevages laitiers

Le projet CEVADE veut répondre aux défis croissants de résilience et d'adaptation des systèmes d'élevage laitier face aux aléas climatiques. Pour ce faire, des outils pour caractériser les milieux d'élevage seront développés en s'appuyant sur la collecte de données issues de réseaux de fermes, de capteurs et des bases existantes.

En parallèle, les interactions Génétique x Environnement seront intégrées dans les évaluations génétiques pour pouvoir sélectionner des reproducteurs adaptés à des environnements spécifiques. Ce projet, financé par APIS-GENE, démarre en octobre 2025 pour une durée de 4 ans.

Contacts : amandine.launay@idele.fr et pascal.croiseau@inrae.fr



Autonomie protéique **Des solutions pour accroître notre souveraineté protéique**

Cap Protéines+ (2024-2027) prolonge la dynamique initiée par Cap Protéines (2021-2022) pour renforcer la souveraineté protéique française et réduire les importations, notamment de soja. Ce projet Casdar, porté par Terres Inovia, réunit 123 partenaires, dont les principaux instituts techniques des filières végétales et animales.

Il s'articule autour de quatre volets :

- sécuriser la production de légumineuses face au changement climatique ;
- trouver des solutions pour l'alimentation animale en mobilisant les territoires ;

- développer des ressources pour l'alimentation humaine et structurer les filières ;
- diffuser les références auprès des agriculteurs et de l'enseignement.

L'Institut de l'Élevage pilote ou coanime plusieurs actions : essais, production et diffusion de références, accompagnement des transitions. Les résultats d'essais, des fiches techniques et des ressources pédagogiques sont disponibles sur le site web.

+ D'INFOS : cap-proteines-elevage.fr

Contact : virginie.dalle@idele.fr



Dispositifs :

- Collectif d'agriculteurs et d'apprenants
- Expérimentation
- Plateformes pédagogiques

Filières :

- Élevage (ruminants, porcs, volailles)
- Grandes cultures (légumineuses à graines et fourragères)

Près de 80 collectifs d'agriculteurs et une trentaine de lycées agricoles sont impliqués dans le projet Cap Protéines+, sur l'ensemble du territoire.

Projet OpenAgri **Surveiller les bovins à distance grâce à l'identification électronique UHF**



Le projet européen OpenAgri démocratise l'agriculture numérique grâce à des solutions open source optimisées. Dans ce cadre, le CIRBEEF (Mauron – 56) et l'Institut de l'Élevage ont développé un dispositif connecté de surveillance des bovins au moyen de boucles électroniques Ultra Haute Fréquence (UHF). L'outil enregistre la fréquentation des animaux à l'abreuvoir et génère des alertes quand l'un d'eux ne vient pas s'abreuver suffisamment. Une application mobile open source dédiée a été développée et sera en accès libre à l'issue du projet, en 2026.

+ D'INFOS : horizon-openagri.eu

Contacts : sebastien.duroy@idele.fr et frederic.guy@idele.fr

Qualité du lait

Projet ASSIMILAIC : préserver et favoriser les microflores des produits au lait cru



La filière du lait cru est en danger en raison de crises sanitaires ayant conduit à l'adoption de pratiques sécuritaires drastiques. Ceci entraîne un appauvrissement de la biodiversité microbienne, pourtant source de bénéfices pour la richesse sensorielle des fromages, la santé humaine et même la maîtrise sanitaire via les effets barrières contre les germes pathogènes.

Dans une approche globale, ASSIMILAIC vise à transférer aux acteurs des filières lait cru, les éléments nécessaires pour préserver et favoriser les microflores d'intérêt du sol aux fromages affinés, tout en respectant les objectifs de qualité sanitaire. Ce projet est co-piloté par le CNAOL et Idele et dispose de financements du Casdar, du CNIEL, de l'ANICAP et de France Brebis Laitière.

À découvrir sur : rmtfromagesdeterroirs.com/projets-de-r-et-d/assimilaic/

Contact : cecile.laithier@idele.fr



Génétique bovine



Caractérisation de la diversité génétique des races bovines locales rares

Lancé en 2025 pour 3 ans, le projet Carnot F2E DIRAPE vise la caractérisation de 9 races bovines locales à petits effectifs de l'Organisme de Sélection « Races bovines locales à petits effectifs ».



L'étude débute par l'analyse des systèmes d'élevage des races de l'Ouest sur les volets économiques (avec l'outil COUPROD), durabilité (outil IDEA4) et biodiversité (outil BIOTEX). Un circuit de génotypage a aussi été mis en place et les premières analyses sont attendues. La collecte de données zootechniques est en cours avec notamment le financement du contrôle de performance et la collecte des poids de naissance/tour de poitrine dans 5 races.

Contact : louise.joly@idele.fr

Environnement

Outil SelfAgri Energie : pour connaître et maîtriser ses consommations d'énergies



SelfAgri Energie est un outil de diagnostic énergétique pour les éleveurs de ruminants et conseillers agricoles. Le diagnostic est réalisé à l'échelle de la ferme et de chaque atelier d'élevage ruminant.

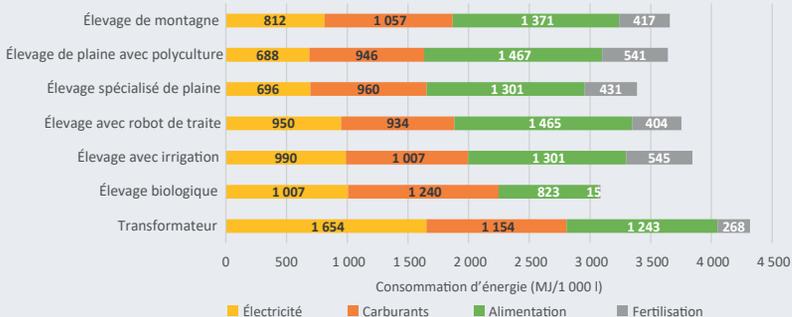
L'outil permet d'avoir une vision claire et illustrée des consommations d'énergies directes et indirectes. Des solutions adaptées à la ferme sont proposées, accompagnées d'une estimation des gains énergétiques et économiques potentiels.

Une analyse de la production d'énergie renouvelable est également disponible.

Libre d'accès, SelfAgri Energie est utilisable par les éleveurs en autonomie, pour réaliser un autodiagnostic, ou en binôme avec un conseiller, pour un accompagnement et des conseils plus complets sur les résultats et les solutions possibles.

+ D'INFOS : selfagri-energie.cap2er.eu
Contact : selfagrienergie@idele.fr

RÉPARTITION DES POSTES DE CONSOMMATIONS D'ÉNERGIES DES ATELIERS BOVINS LAIT POUR 7 SYSTÈMES D'ÉLEVAGE (SOURCE : INOSYS RÉSEAUX D'ÉLEVAGE)



D'un système d'élevage à l'autre, les consommations d'énergies directes et indirectes fluctuent, tant en valeur qu'en répartition. Des économies sont possibles.

Pour en savoir + : consulter le guide « Consommations d'énergies en élevages herbivores » en scannant le QR Code ci-contre.



UMT TerACliNe

Vers des territoires allaitants conciliant productions et neutralité climatique

L'UMT TerACliNe a été labellisée le 1^{er} janvier 2025 pour 5 ans. Basée à Clermont-Ferrand, elle associe experts en productions allaitantes, économie, environnement, approches sociales et territoriales, de l'Institut de l'Élevage, INRAE, IFCE, VetAgro Sup et Université Clermont Auvergne.

Elle ambitionne d'accompagner, au sein des territoires allaitants, les transitions nécessaires pour une activité d'élevage durable, répondant aux objectifs de neutralité climatique, tout en préservant les autres services écosystémiques rendus, au premier rang desquels se trouve le maintien de notre potentiel productif. Le projet est structuré en trois axes :

• engager les acteurs du territoire dans la co-conception

de trajectoires d'adaptation ;

- développer les méthodes d'évaluation à l'échelle des territoires et des élevages afin de quantifier l'impact des stratégies proposées ;
- tester des stratégies d'adaptations en précisant les leviers mobilisés, leur additivité et leurs impacts.

Contact : pauline.madrangue@idele.fr







PERFORMANCES ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS :

quels leviers pour les optimiser en élevage ?

Décryptage

Le revenu dégagé par les exploitations d'élevage ruminant est sous l'influence changeante des conjonctures : prix des marchés, conditions climatiques, crises sanitaires... Les études d'Inosys Réseaux d'élevage se font l'écho des fortes variations interannuelles et d'une grande dispersion des résultats intra-filières. Malgré tout, des leviers d'optimisation du revenu existent.

Page 14 - LES FACTEURS EXPLICATIFS DES ÉCARTS DE REVENU intra filières de ruminants en 2024

Page 16 - INTERVIEW DE VINCENT CHATELLIER :

« Les éleveurs français d'herbivores ont récemment bénéficié d'une amélioration du prix de vente de leurs produits. Pour autant, les écarts de revenus demeurent importants entre eux et ils occupent toujours, du moins sur une longue période, le bas de la hiérarchie des revenus agricoles selon les spécialisations productives. »

Page 18 - AMÉLIORER LE REVENU PAR L'OPTIMISATION DES CHARGES : les profils des systèmes d'élevage efficaces

Page 19 - AMÉLIORER LE REVENU PAR LE VOLUME OU LA PRODUCTIVITÉ : des stratégies envisageables en bovins

PAGE 20 - LE PRIX DE VENTE : UN FACTEUR ESSENTIEL DE LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE, mais des leviers surtout collectifs

Page 21 - CIRCUITS COURTS, PRODUCTION ET VENTE D'ÉNERGIE : des voies de diversification pour augmenter ses revenus

Ce dossier a été coordonné par Benoît Rubin, Chef du service « Économie des exploitations » de l'Institut de l'Élevage.

Contact : benoit.rubin@idele.fr

Les facteurs explicatifs des écarts de revenu intra-filières de ruminants en 2024

L'essentiel

Les revenus 2024 des exploitations suivies dans le cadre d'INOSYS Réseaux d'élevage ont été passés à la loupe. Au sein de chaque filière d'élevage, des écarts parfois conséquents sont constatés. Comment les expliquer ?

En système naisseurs-engraisseurs de Jeunes Bovins spécialisés, productivité globale et charges expliquent les écarts

En 2024, les exploitations naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins spécialisés ont un revenu en augmentation de 15% par rapport à 2023, atteignant 30 600 €/UMO exploitant. Le quartile supérieur dégage plus de 40 000 €/UMO exploitant de résultat, soit 9 400 €/UMO de plus que la moyenne. À main-d'œuvre équivalente, ces exploitations ont davantage de surfaces (+17 ha de SFP) et de vaches (+18 vaches). Leur productivité du travail (+19 tonnes de viande vive/UMO) et productivité technique (+9 kgv/UGB) sont meilleures, avec moins de concentrés distribués (-38 kg/UGB). Le taux de productivité

numérique est pratiquement équivalent (-1,8 point). Les charges opérationnelles et de structure sont maîtrisées (respectivement -76 et -119 €/UGB). Les exploitations du quart supérieur se distinguent par un produit plus élevé/UMO exploitant (+23%).

Contacts : mylene.berruyer@idele.fr et christele.pineau@idele.fr

En bovins lait spécialisés de plaine, deux facteurs majeurs à considérer : le volume de lait/UMO et les charges de mécanisation

Après une forte hausse en 2022, le revenu moyen de 45 000 €/UMO exploitant est stable en 2023 et 2024. Un quart des exploitations obtient un résultat supérieur à 60 000 € et un quart un résultat inférieur à 30 000 €. Les écarts s'expliquent par la productivité globale (360 000 litres/UMO vs 260 000 litres/UMO). Le prix du lait (+11 €/1 000 litres) et le produit viande (+10 €/1 000 litres) sont plus élevés pour les exploitations du quart supérieur. Les charges sont aussi mieux maîtrisées. Les écarts de charges de mécani-

sation sont très importants (96 € vs 149 €), expliqués par le montant des amortissements (24 €/1 000 litres) mais aussi par les travaux par tiers, les charges d'entretien et les carburants. Les achats d'aliments et les frais d'élevage sont aussi plus élevés dans les exploitations du quart inférieur.

Contacts : yannick.pechuzal@idele.fr et benoit.rubin@idele.fr

En veau de boucherie, la productivité de la main d'œuvre est primordiale

Le résultat courant du groupe des éleveurs spécialisés veau de boucherie a augmenté de 8% en 2024, comparé à 2023, à 31 600 €/UMO exploitant, grâce à l'augmentation de la prestation veau de 7€/place (+2,8% ou +3 400 €). Le quart inférieur des résultats 2024 se situe à 15 800 € ou moins, et le quart supérieur à 42 000 € ou plus. La productivité de la main-d'œuvre (nombre de places par UMO de l'atelier veau) est l'élément clé de la rentabilité, le quart inférieur gérant 363 places/UMO atelier, le quart supérieur valorisant 538 places/UMO atelier (+48%). Une bonne maîtrise technique (pas d'incident sanitaire, sur les aliments et l'eau) permet un gain de poids carcasse par jour de présence plus élevé pour le quart supérieur (857 g de carc/j) comparé au quart inférieur (817 g de carc/j).

Contact : ilona.blanquet@idele.fr



POINT MÉTHODOLOGIQUE



Les revenus présentés dans l'article ci-dessus sont obtenus par les exploitations du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage.

Ces exploitations se caractérisent par de bonnes performances économiques et des dimensions supérieures aux moyennes nationales.

Les écarts de résultats entre exploitations demeurent toutefois importants. Ils sont expliqués pour partie par des

facteurs internes à l'exploitation (performances techniques, efficacité des charges, capitaux engagés, productivité globale). Les potentiels des sols, la qualité du parcellaire et le climat participent aussi à créer des différences de revenus.

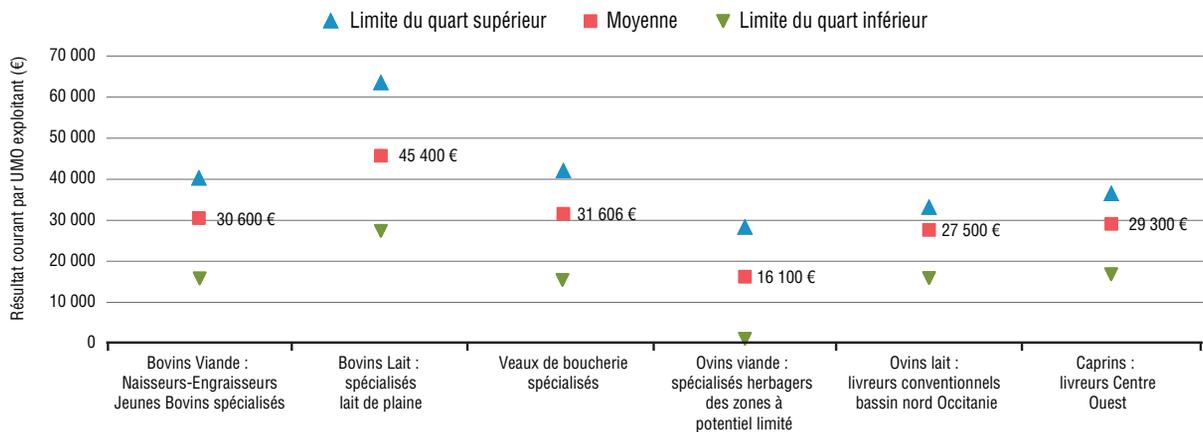
Pour certaines filières, les types de marchés (clients, débouchés, nature des contrats...) sont de

plus en plus spécifiques. Les écarts de prix des produits entre exploitations accentuent les disparités de revenus.

POUR EN SAVOIR + :
idele.fr/inosys-reseaux-elevage/



Revenu 2024 des exploitations des réseaux d'élevage INOSYS pour les six filières d'élevage de ruminants



En ovins viande spécialisés herbagers des zones à potentiel limité, une meilleure valorisation du pâturage et plus d'agneaux

Le revenu 2024 moyen de ce groupe stagne à 16 000 €/UMO exploitant, un faible niveau correspondant également à la moyenne observée depuis 2017. Les exploitations du quart inférieur ne dégagent quasiment pas de revenu, mais celles du quart supérieur obtiennent presque toutes plus de 30 000 €/UMO. Ces dernières bénéficient de structures plus grandes : 88 ha SAU/UMO vs 75 ha, 466 brebis/UMO vs 353 brebis. Sur un plan technique, elles valorisent mieux le pâturage : moindre distribution de fourrage (210 kg MS/brebis vs 310 kg) et de concentré (150 kg/brebis vs 180 kg), tout en produisant plus d'agneaux (1,16/brebis vs 1,11) plus lourds (18,7 kg de carcasse vs 17,7 kg). L'efficacité du concentré distribué s'en trouve améliorée de 20%, à 6,9 kg/kg de carcasse d'agneau produit contre 8,6 kg.

Contact : vincent.bellet@idele.fr

En ovins lait livreurs conventionnels du bassin nord Occitanie, une meilleure productivité par brebis pour un coût d'alimentation équivalent

Avec des conditions climatiques relativement favorables, qui ont permis de reconstituer les stocks de fourrages et de céréales, une baisse du prix des matières premières, ainsi qu'une hausse du prix du lait et des agneaux, le résultat courant 2024 est attendu autour de 27 500 €/UMO exploitant. Comme les années précédentes, les écarts entre exploitations restent marqués : moins de 16 400 €/UMO pour les 25% les moins performantes, plus de 33 100 € pour celles du quart supérieur. À structures comparables (surfaces, cheptel par UMO non négligeable), ces dernières se distinguent par une meilleure productivité de leur troupeau (autour de 385 litres par brebis présente, soit +20%) sans augmentation des charges d'alimentation ni, plus globalement, des charges opérationnelles ovines.

Contact : emmanuel.morin@idele.fr

En caprins livreurs du Centre Ouest, plus de lait par chèvre avec une bonne efficacité

En 2024, la météo a entraîné une baisse estimée de la production laitière par chèvre de 5%. Le prix du lait payé a stagné à +1% grâce à l'augmentation des taux. Les charges opérationnelles ont diminué de 8% mais les charges de structure avant MSA ont poursuivi leur augmentation (+3,4%).

Le résultat moyen des élevages a baissé de 4 300 € pour se situer à 29 300 €/UMO, faisant de 2024 la troisième plus mauvaise année de la décennie.

La productivité animale et l'efficacité expliquent les écarts de résultat. Les élevages du quart supérieur dégagent en moyenne 47 900 € de résultat courant par UMO exploitant avec 166 700 litres de lait/UMO, avec des chèvres à 1 050 litres/an, 48% d'EBE avant main d'œuvre/Produit. Ceux du quart inférieur dégagent en moyenne 11 800 € de résultat/UMO exploitant avec 102 800 litres/UMO et des chèvres produisant 810 litres/an, 41% d'EBE avant MSA/Produit.

Contact : vincent.lictevout@idele.fr

POUR ALLER PLUS LOIN

Collection Dossiers Economie de l'Elevage

Retrouvez tous les mois une étude sectorielle lait ou viande (bovines, ovines, caprine) en France ou chez un de nos concurrents ou débouchés majeurs en Europe ou dans le monde, sur idele.fr





Interview

Vincent Chatellier

est ingénieur de recherche au département EcoSocio à INRAE. Il a participé à des travaux collectifs pour le ministère de l'Agriculture sur le thème « Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français ».

« Les éleveurs français d'herbivores ont récemment bénéficié d'une amélioration du prix de vente de leurs produits. Pour autant, les écarts de revenus demeurent importants entre eux et ils occupent toujours, du moins sur une longue période, le bas de la hiérarchie des revenus agricoles selon les spécialisations productives. »

Comment évoluent les revenus des éleveurs comparativement à la population des agriculteurs français ?
Une étude basée sur les données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) a permis de mettre en évidence que les exploitations d'herbivores ont dégagé, en moyenne nationale et sur une longue période (2010-2023), des niveaux de revenus assez nettement inférieurs à ceux des autres exploitations agricoles non herbivores (28 300 € contre 42 300 €, en euros constants 2023).

Au cours de la période plus récente (2020-2023), les niveaux les plus élevés de revenus ont été obtenus dans les exploitations spécialisées en production porcine (77 300 €), en grandes cultures (65 200 €) et en viticulture (58 700 €). Les exploitations spécialisées en ovins-caprins (21 100 €) et en bovins viande (22 100 €) occupent toujours le bas de la hiérarchie, alors que la situation s'est améliorée pour les exploitations bovins lait (41 200 €). Ces écarts de revenus entre productions sont d'autant plus délicats que les conditions de travail sont jugées souvent plus difficiles en élevage (astreintes) et que leur rentabilité de-

meure plus fortement dépendante des aides directes de la PAC, à l'heure d'un débat complexe sur les futurs soutiens budgétaires de l'Union européenne. Si une amélioration des revenus reste envisageable à long terme en élevage via l'amélioration des performances techniques et de la productivité du travail, les rapports de prix entre les intrants et les produits commercialisés continueront de jouer un rôle essentiel. Au demeurant, il existe probablement plus de latitude pour améliorer la productivité du travail dans les exploitations bovins lait, du fait notamment de la robotisation, que dans les exploitations bovins viande et ovins viande.

La dispersion des revenus est-elle toujours aussi forte au sein de chaque type de production ?

Pour chaque orientation de production, il existe une forte dispersion du RCAI par UTANS*. En prenant pour indicateur de dispersion, l'écart moyen entre les valeurs des deux déciles extrêmes, ce sont les exploitations spécialisées en viticulture qui occupent la première place en matière de dispersion. D'une manière générale, la dispersion des revenus est logiquement plus forte dans les spécialisations agricoles où les exploitations les plus performantes (dernier décile) dégagent de très hauts niveaux de revenus. Ainsi, dans les exploitations spécialisées en élevage d'herbivores, une dispersion existe, mais elle est moindre car les exploitations les plus rentables dégagent des revenus plus modestes que dans les cas précités. En moyenne sur la période 2020-2023, la valeur du meilleur décile du RCAI par UTANS plafonne en effet à 48 000 € en bovins viande et à 82 400 € en bovins lait. Au cours de la période 2010-2023, la dispersion du revenu a été, du moins en valeur absolue, plus grande en 2022 (meilleure année pour le revenu moyen) car les exploitations les plus performantes ont bénéficié de revenus records en raison surtout du niveau élevé des prix des produits agricoles.

Le revenu par exploitant* dans les exploitations agricoles en France pour différentes périodes entre 2010 et 2023 (en euros constants 2023)

Source : RICA France 2010-2023 / Traitement INRAE-SMART

	Période 2010-2023	Période 2020-2023
Exploitations d'herbivores :	28 300 €	33 800 €
• Bovins lait	31 500 €	39 200 €
• Bovins viande	21 300 €	21 300 €
• Bovins mixtes	29 800 €	36 000 €
• Ovins - Caprins	22 300 €	21 400 €
• Polyculture-élevage avec herbivores	33 200 €	40 800 €
Exploitations non herbivores	42 300 €	47 200 €
Ensemble des exploitations agricoles	35 800 €	40 600 €

*RCAI / UTANS : Résultat Courant Avant Impôts par Unité de Travail Annuelle Non Salariée

Quels sont les indicateurs clés de la performance économique ?

Le revenu agricole varie fortement selon la spécialisation productive de l'exploitation, sa dimension économique, son modèle technique et son niveau d'endettement, variable rarement favorable aux jeunes agriculteurs. Néanmoins, pour une spécialisation agricole donnée, des travaux ont permis de mettre en évidence l'importance de trois indicateurs essentiels sur le niveau des revenus : le premier indicateur correspond à une évaluation de la productivité du travail. Il est déterminé en rapportant la valeur cumulée de la production agricole et des subventions à la main-d'œuvre totale d'une exploitation (exprimée en UTA). Le deuxième indicateur correspond à une estimation de l'efficacité productive. Il est calculé en rapportant la valeur cumulée de la production agricole et des subventions au montant des consommations intermédiaires. Le troisième indicateur correspond à une mesure de la capacité de l'exploitation à faire face à ses engagements financiers (dettes). Il est calculé en rapportant l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) au montant des annuités.

Cependant, derrière ces indicateurs, la maximisation du revenu n'est pas

toujours la seule stratégie poursuivie par les éleveurs. Ils sont naturellement libres d'arbitrer quant au bon dosage à privilégier entre la rentabilité économique de leur entreprise et les contraintes induites de travail, ce d'autant qu'il est souvent difficile de recourir à de la main-d'œuvre salariée. Les éleveurs optimisent également la performance économique de leur exploitation en fonction des contraintes du milieu, tout en tenant compte de la nécessité de renforcer la résilience de leur système technique face aux aléas climatiques.

POUR ALLER PLUS LOIN

Trois articles de l'auteur :

- Le revenu agricole dans les exploitations d'herbivores en France : évolutions et dispersion selon les systèmes fourragers. Chatellier V., 2025. Journées de printemps de l'AFPF. Disponible sur hal.inrae.fr
- Le revenu agricole des agriculteurs et des éleveurs en France : une forte variabilité interannuelle (2010-2022) et de grandes disparités. Chatellier V., 2024. INRAE Prod. Anim., 37 (3). Disponible sur : productions-animales.org
- L'hétérogénéité des revenus des actifs non-salariés au sein de l'agriculture française : un regard au travers de deux grilles typologiques. Chatellier V., 2021. Economie Rurale, 378. Disponible sur : journals.openedition.org/economierurale/

Améliorer le revenu par l'optimisation des charges : les profils des systèmes d'élevage efficients

L'essentiel

Être efficient, c'est-à-dire engager le moins de charges possibles pour dégager le plus de produits possibles, est un enjeu majeur de l'agriculture d'aujourd'hui. L'approche développée par le Réseau Thématique INOSYS « Systèmes efficients par l'économie de charges » consiste à évaluer ce que chaque intrant permet de générer comme produit.

L'efficience caractérise une quantité de production par unité d'intrants. Les charges considérées sont les aliments, les approvisionnements des sols, l'énergie, l'eau, les services ainsi que les moyens de production structurels : foncier, bâtiment, matériel, cheptel. L'efficience globale est calculée comme le rapport entre les produits herbivore et végétal (hors aides) et l'ensemble de ces charges. Ainsi, 8 indicateurs analytiques et un indicateur d'efficience globale sont définis. L'efficience répond aussi à une probléma-

tique agroécologique puisqu'elle s'inscrit dans le sens de la préservation des ressources.

Une efficience supérieure à 1,86 pour 50% des élevages étudiés

Les exploitations bovins lait, bovins viande et ovins lait spécialisées, issues des Réseaux d'élevage Inosys, ont été analysées sous le prisme de l'efficience. En 2022, 50% des exploitations étudiées présentaient une efficience supérieure à 1,86 : elles ont donc dégagé plus de 1,86 € de produit pour 1 € d'intrant engagé.

En bovins lait, deux options possibles

Deux profils d'exploitations bovins lait ressortent : d'une part, les productives qui valorisent des fourrages de qualité en optimisant les concentrés, et d'autre part, les économes qui engagent très peu de charges, avec des niveaux de productivité moindres mais cohérents avec le potentiel agronomique. Elles ne sont pas suréquipées, voire économes (matériel d'occasion et délégation). Sous le profil « économe », se retrouvent les systèmes très pâturant

avec une forte part de prairie que l'on cherche à valoriser.

En bovins viande, prime à la productivité économe

Les naisseurs spécialisés les plus efficients produisent davantage de kilos de viande vive par UGB et par hectare, avec moins de SAU, d'engrais minéraux et de concentrés. Les naisseurs-engraisseurs les plus efficients ont une taille d'exploitation inférieure (-25 vaches en moyenne pour le quart supérieur), des charges opérationnelles (concentrés) moindres et dégagent davantage de produits des cultures de vente.

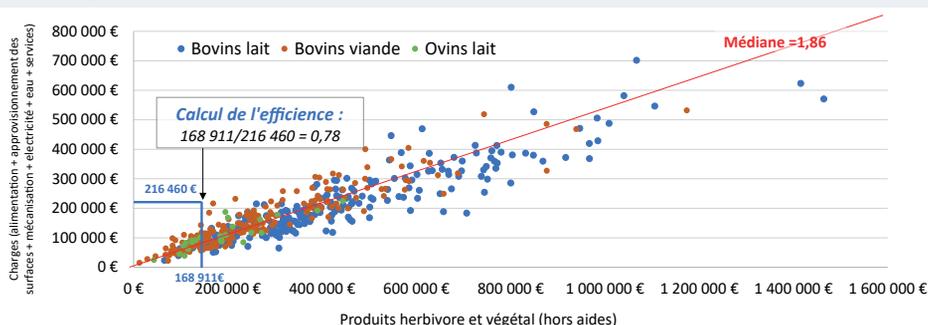
En ovins lait, l'autonomie alimentaire paye !

En ovins lait, les élevages les plus efficients présentent une bonne autonomie alimentaire (fourrages à base de légumineuses, part importante de concentrés prélevés), une maîtrise des charges d'approvisionnement liées aux surfaces (engrais, semences, produits de traitements) et de mécanisation (rotations longues à base de légumineuses, techniques culturales simplifiées).

Ces résultats montrent que plusieurs voies d'efficience sont possibles. Leur choix dépend des objectifs des exploitants, des contraintes structurelles et s'inscrit dans une cohérence globale du système.

Contacts : mylene.berruyer@idele.fr et denis.follet@idele.fr

Efficience des élevages Bovins lait, Ovins lait et Bovins viande



Améliorer le revenu par le volume ou la productivité : des stratégies envisageables en bovins

L'essentiel

Après des années de prix chaotiques et souvent insuffisants, les filières bovines connaissent enfin une conjoncture positive. Les prix du lait et de la viande atteignent des niveaux inespérés. Après une explosion des charges en 2023, des postes (aliments, carburant, engrais) se sont depuis allégés. Les conditions sont ainsi réunies pour motiver les éleveurs à développer leur production. Cette voie est-elle payante ? À quelles conditions ?

En bovins viande, raisonner sur 3 facteurs de productivité

En bovins viande, améliorer son revenu par une stratégie volume et/ou productivité demande de maximiser :

- la productivité numérique (nombre de veaux sevrés/nombre de femelles mises à la reproduction) avec l'objectif d'un veau/vache/an qui nécessite de maîtriser la reproduction et la mortalité des veaux ;
- les kg de viande vive produite par UGB, qui, au-delà du critère précédent, sont liés à la maîtrise des UGB improductives et aux performances de croissance des animaux ;
- l'efficacité du travail en lien avec le facteur humain certes mais aussi le parcellaire, les équipements, la conduite du troupeau (simplification, groupage des vêlages ...).

L'intérêt économique du niveau d'intensification sur les surfaces ou sur les animaux est lié au potentiel animal et agronomique, ainsi qu'à la conjoncture des prix de la viande et des cultures et des coûts des intrants (notamment les engrais et les aliments pour les animaux).

Outre les conjonctures économiques moins favorables, ces stratégies font cependant face à des limites tant du côté de la productivité du travail que de celle des surfaces (fragilité lors des années difficiles) et des animaux (impact des crises sanitaires).

En bovins lait, robotisation et intensification fourragère

Des analyses pluriannuelles (2014-2022) de la base de données INOSYS Bovin Lait confirment que la « voie volume » est payante en termes de revenu. Elle s'accompagne souvent de fortes recombinaisons des systèmes de production. C'est par une intensification fourragère (+10% de maïs ensilage dans la SFP conduisant à un taux de 40%) que les exploitations accroissent significativement leur volume de production en accompagnant un gain de productivité animale... et humaine (lait/UMO). L'augmentation de revenu s'accompagne de modifications de fonction-

nement et d'une dépendance accrue aux intrants. La robotisation de la traite est aussi une évolution fréquente qui, si elle accroît la productivité du système, peut en parallèle impacter fortement son fonctionnement (part de pâturage, complémentation, mécanisation ...). Ces systèmes robotisés bénéficient pleinement de la conjoncture prix mais se doivent de rester cohérents pour conserver une certaine efficacité et dégager un réel bénéfice sur les volumes de lait supplémentaires produits.

L'accroissement du volume ou de la productivité apparaît donc comme une tendance forte et cohérente avec les attendus des filières bovines qui cherchent à compenser la baisse du nombre de producteurs et du cheptel. Cette évolution doit néanmoins être réfléchie en limitant l'exposition du système en cas de retournement de conjoncture, d'incidents climatiques ou de pénurie de main-d'œuvre.

Contacts :

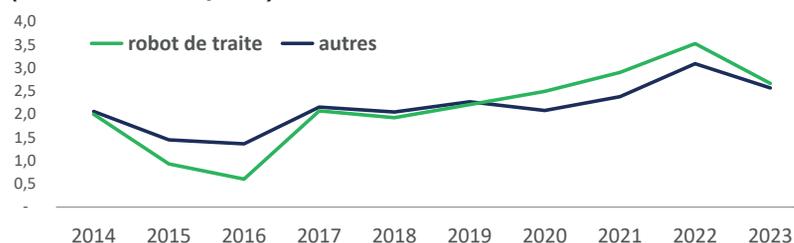
laurence.echevarria@idele.fr et franck.lavedrine@idele.fr

POUR ALLER PLUS LOIN

Publications INOSYS à retrouver sur : idele.fr/inosys-reseaux-elevage/

- Les systèmes bovins viande à l'épreuve des défis : les dynamiques d'adaptation observées entre 2014 et 2021
- Rentabilité et système fourrager : et si on s'y penchait ?
- Robot de traite : au-delà d'un simple équipement, quels impacts sur les systèmes ?

Rémunération permise en élevage laitier suivant le type d'équipement de traite (en nombre de SMIC/UMO)



Le prix de vente : un facteur essentiel de la performance individuelle, mais des leviers surtout collectifs

L'essentiel

Conditionné à court terme par les évolutions conjoncturelles de l'offre et la demande et, depuis EGalim, par les coûts de production, le prix de vente des produits de l'élevage dépend à plus long terme de la création de valeur, ce qui renvoie aux questions de compétitivité des filières et de stratégies de différenciation des produits, mais aussi de répartition de cette valeur entre acteurs de la chaîne.

Une forte variabilité conjoncturelle

Au-delà des fluctuations saisonnières et de court terme, les prix des viandes et laits d'herbivores sont susceptibles d'évoluer fortement d'une année sur l'autre, avec un effet direct sur les revenus des éleveurs. Depuis 2021, l'inflation a touché l'ensemble des prix de l'économie et les produits de l'élevage n'y sont pas étrangers. Entre 2021 et 2023, le prix du lait de vache

a progressé de 27%, celui des viandes bovines de 33%. La formation des prix diffère selon les filières lait et viandes en fonction de leur degré d'exposition aux marchés internationaux et des dynamiques de consommation. Toutefois dans l'ensemble, la hausse des prix est soutenue par les baisses de cheptel et de production en France et en Europe alors que la demande des marchés nationaux et internationaux évolue plus favorablement.

Les revenus des éleveurs n'ont pas bénéficié totalement de ces hausses de prix de vente car, parallèlement, la crise d'inflation a conduit à de fortes hausses des coûts de production. De 2020 à 2022, les IPAMPA ont augmenté de 24% à 31% selon les filières de petits et gros ruminants. Et depuis fin 2022, les coûts de production sont restés presque stables.

Compétitivité et segmentation pèsent sur le prix de vente

La question de la compétitivité des filières agricoles est redevenue centrale dans le sillage des plans de souveraineté alimentaire. Dans une économie de plus en plus ouverte, les prix sont fixés par la position concurrentielle des produits français sur les marchés nationaux et internationaux. L'évolu-

tion des soldes commerciaux français est négative pour la majorité des produits animaux et met en évidence des difficultés de positionnement. Ainsi, l'excédent commercial français en produits laitiers s'est réduit de 13% en valeur entre 2014 et 2024, et en viande bovine, le déficit commercial a doublé depuis 2022, se situant autour de -730 M€/an. Ces importations croissantes répondent à la demande de la restauration hors domicile et des industries agro-alimentaires, des circuits demandeurs de produits standardisés à prix modérés. La production française est davantage orientée vers le haut de gamme, mais ces débouchés se sont restreints avec la crise du pouvoir d'achat et les produits différenciés sont moins bien valorisés. Ainsi, le premium de prix du lait de vache bio par rapport au lait conventionnel a été divisé par trois entre les périodes 2017-2021 (128 €/tonne) et 2022-2024 (45 €/tonne) alors que la collecte de lait bio s'est tassée autour de 5% du volume national.

Des prix conditionnés par la répartition de la valeur

La question de la répartition de la valeur reste primordiale pour que les différents maillons des filières restent suffisamment rentables pour investir et maintenir l'attractivité de leurs métiers. EGalim a apporté un nouveau cadre de répartition avec des avancées mais le prix de vente dépend toujours du pouvoir de négociation des acteurs des filières.

Contact : boris.duflot@idele.fr

LOI EGALIM : PERMETTRE AUX AGRICULTEURS D'AVOIR UN REVENU DIGNE EN RÉPARTISSANT MIEUX LA VALEUR

Adoptée fin 2018 dans le prolongement des Etats généraux de l'alimentation, la première loi EGalim poursuivait deux objectifs majeurs : faire cesser la guerre des prix génératrice de destruction de valeur et d'appauvrissement des producteurs et rééquilibrer les

relations entre l'amont et l'aval des filières afin de permettre une meilleure répartition de la valeur ajoutée tout au long de la filière. La principale disposition de cette loi visait à inverser la logique de contractualisation, le producteur proposant le contrat à l'acheteur incluant

des indicateurs de coûts de production. Depuis, plusieurs lois complémentaires ont été adoptées (EGalim 2, EGalim III). Tout au long des réflexions et travaux, l'Institut de l'Élevage a été mobilisé, notamment pour produire des indicateurs de coût de production pour les productions de ruminants ou participer à des études d'évaluation pour le compte du ministère de l'Agriculture.

+ D'INFOS :

Indicateurs de référence pour la contractualisation - Loi EGalim 2.



Disponibles sur : idele.fr/detail-dossier/indicateurs-de-reference-pour-la-contractualisation

Contact : benoit.rubin@idele.fr

Circuits courts, production et vente d'énergie : des voies de diversification pour augmenter ses revenus

L'essentiel

La diversification des ventes en circuit court ou la production d'énergie à la ferme sont des opportunités économiques pour nombre d'exploitations mais chaque ferme doit trouver la solution la plus adaptée à ses contraintes et attentes.

Diversifier pour sécuriser le revenu ou créer de nouvelles sources de revenus

Lorsque l'on commercialise tout ou partie de ses produits en circuits courts, l'aspect économique revêt une importance particulière puisque cette nouvelle activité devrait générer une marge supplémentaire. Mais bien souvent, pour certains, c'est aussi une réponse à l'absence de collecte sur leur zone, à des prix en filière longue que les éleveurs considèrent peu rémunérateurs, pour d'autres c'est la volonté de maîtriser leurs produits de bout en bout, des retours clients valorisants, un sens du métier qui se clarifie. Pour tous, il y a un enjeu fort à bien fixer les prix de vente pour s'assurer de la rentabilité de l'atelier. L'énergie est, *a contrario*, une activité à part entière qui ne doit pas se voir



comme une compensation de perte de rentabilité globale de l'exploitation mais comme un atelier source de diversification des revenus. Les fermes peuvent produire plusieurs types d'énergie : bois, photovoltaïque ou méthanisation. La production de ces énergies peut se faire au sein de la ferme (bois bûche, photovoltaïque, méthanisation) ou *via* des collectifs portés par les agriculteurs ou par des sociétés extérieures avec rémunération des agriculteurs (méthanisation, bois plaquette). La taille des projets et le cumul de différentes énergies peut créer des activités importantes à même de générer des plus-values pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers d'euros.

La charge de travail, un point qui mérite l'attention

La charge de travail est souvent importante, avec des difficultés à équilibrer vie privée/vie professionnelle. Parfois la propension à minimiser les capitaux humains au profit des contraintes économiques peut aboutir à des situations de rupture. Ces nouvelles activités nécessitent l'acquisition de nouvelles compétences comme la fabrication fromagère, la commercialisation ou l'exploitation d'un méthaniseur. L'organisation du travail avec des interactions spatiales et temporelles n'est pas toujours simple à gérer que ce soit lors du montage du projet, de sa mise en place et ensuite lors de

son fonctionnement en routine. Il est donc important d'appréhender ces temps en amont du projet.

Contacts : christele.pineau@idele.fr,
thomas.gontier@idele.fr et
christine.guinamard@idele.fr

POUR EN SAVOIR PLUS

Vous vous posez des questions sur ces diversifications ?

• Trois réseaux thématiques INOSYS Réseaux d'élevage étudient ces systèmes émergents et partagent l'expertise en direction des conseillers qui les accompagnent. Il s'agit des réseaux :
« Circuits de proximité - Produits laitiers »,
« Circuits de proximité - Produits carnés »
et « Réseau Diversification- Production d'énergie ».

Retrouvez leurs publications sur le portail INOSYS :

idele.fr/inosys-reseaux-elevage/



• Pour les éleveurs commercialisant leur viande en circuit court, des références et outils seront disponibles dès novembre 2025 sur le site idele.fr/victor/



BIBLIOGRAPHIE

Energies renouvelables : les solutions à la ferme, 2020. Institut de l'Élevage, Coll. Dossiers Techniques de l'élevage n°3 : 64 p



« Éleveurs, conseillers, techniciens, vétérinaires, chercheurs, enseignants, groupements pastoraux, collectivités..., rejoignez le réseau DIGI-Rangeland et ouvrons ensemble de nouveaux horizons sur les innovations numériques utiles aux systèmes d'élevage sur parcours. »



**POUR VOUS INSCRIRE
À LA NEWSLETTER :**



**POUR NOUS SUIVRE
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :**



DIGI-RANGELAND :

construire le réseau européen sur l'innovation numérique au service des systèmes d'élevages pastoraux

L'essentiel

Comment les innovations et technologies numériques peuvent-elles renforcer les systèmes d'élevage extensifs et soutenir les activités rurales dans ces territoires ?

Treize partenaires européens se mobilisent au sein du réseau DIGI-Rangeland autour de cette question pour accompagner les éleveurs face aux défis actuels, attirer de nouveaux actifs ruraux, impliquer les fournisseurs d'innovations et mieux sensibiliser la société aux atouts et pratiques vertueuses de ces systèmes.

Un réseau dédié aux innovations numériques au service des élevages pastoraux

Des alpages d'altitude, aux parcours méditerranéens ou sylvopastoraux en passant par les zones plus humides, les systèmes extensifs valorisent des espaces naturels par le pâturage et la transhumance. Ces élevages fournissent des produits et des services variés, contribuent à la vitalité économique locale et préservent biodiversité et paysages. Toutefois, ils affrontent des difficultés majeures qui menacent leur viabilité : changement climatique,

concurrence foncière, dépeuplement rural, prédatons ou encore méconnaissance de leurs pratiques par la société civile. Les outils numériques peuvent apporter des solutions à ces défis et soutenir leur durabilité.

Un réseau multi-acteurs déployé dans 11 pays

DIGI-Rangeland réunit éleveurs, conseillers, chercheurs, enseignants, acteurs du numérique et usagers des zones pastorales pour partager connaissances et utilisations des technologies. Il couvre cinq filières d'élevage (bovins, ovins, caprins, rennes et buffles) et rassemble 11 pays européens : Bulgarie, Croatie, Espagne, France, Grèce, Islande, Norvège, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie et Suisse.

Au-delà du monde agricole, le réseau associe fournisseurs d'innovations et autres usagers des territoires pastoraux (tourisme, loisirs et sports d'extérieur) pour nourrir les échanges et identifier des innovations pertinentes aussi dans ces secteurs pour faciliter le partage du territoire.

Objectif : partager des connaissances, évaluer des usages et s'informer

Les 13 partenaires de DIGI-Rangeland bâtissent une dynamique collective en réseau pour :

- définir les besoins, obstacles et attentes des éleveurs et des usagers dans chacun des pays,
- identifier et analyser les solutions numériques existantes en Europe,
- évaluer leurs usages et intérêts avec les utilisateurs, ainsi que leurs barrières à l'adoption,
- diffuser les connaissances et organiser des démonstrations dans des sites référents (« ID-Hubs »),
- communiquer largement sur les résultats et les activités des membres du réseau.

Des ateliers nationaux ainsi que cinq rencontres internationales permettront de voir des démonstrations et d'échanger avec des usagers et concepteurs. Un partage des solutions les plus pertinentes sera fait sous forme de fiches, vidéos ou supports pédagogiques.

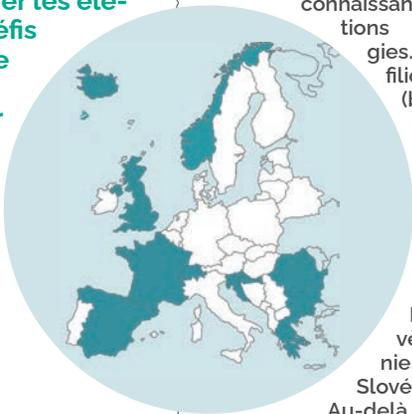
Trois grands thèmes d'innovation étudiés

Les partenaires exploreront les innovations numériques selon trois grands axes : 1) l'amélioration de la gestion des troupeaux et des pratiques d'élevage extensif ; 2) la facilitation du partage et de l'usage des espaces pastoraux entre éleveurs et autres usagers (tourisme, chasse, loisirs, etc.) ; 3) la promotion des produits de qualité et des services écosystémiques des élevages extensifs pour mieux valoriser ces systèmes auprès de la société.

Coordonné par l'Institut de l'Élevage, le réseau a débuté ses activités en février 2025 en Écosse et les poursuivra jusqu'en janvier 2029.

+ D'INFOS : digirangeland.eu

Contact : germain.tesniere@idele.fr



Trois agroéconomistes témoignent :



Eva Groshens,
spécialiste des filières
bovines



Ilona Blanquet,
spécialiste de la filière
bovins viande



Vincent Lictievout,
spécialiste de la filière
caprine



AGROÉCONOMISTE : apprécier, évaluer, prévoir les changements en élevage

Décryptage

L'Institut de l'Élevage compte 24 agroéconomistes.

Spécialisés en économie, ces ingénieurs s'intéressent aux évolutions conjoncturelles et structurelles des filières et des exploitations, ainsi qu'aux impacts des politiques publiques et des stratégies sectorielles sur leur économie. Eva Groshens, Ilona Blanquet et Vincent Lictévout nous en disent plus sur leurs missions.

En quoi consiste votre rôle d'agroéconomiste à l'Institut de l'Élevage ?

Au sein du département Économie, notre rôle consiste à analyser l'économie de l'élevage et de ses filières, jusqu'à la valorisation des produits en magasin. Vincent évalue les revenus et coûts de production des exploitations et anime le réseau de références technico-économiques Inosys - caprins au sein du service Économie des Exploitations. Ilona analyse les dynamiques des marchés à l'échelle nationale et internationale, au service Économie des Filières. Eva, rattachée au département, travaille sur des sujets transversaux liés à la valorisation des données d'identification, notamment sur les dynamiques démographiques des cheptels.

En quoi la mission d'agroéconomiste est-elle essentielle pour l'Institut de l'Élevage, pour les filières et pour les éleveurs ?

Vincent : En plus des productions propres à l'économie (revenus, coûts de production...), mon travail vient souvent contribuer aux travaux de collègues d'autres départements qui ont besoin d'évaluer ou de simuler les impacts économiques d'évolutions techniques sur les exploitations : par exemple, pour le projet Casdar ES-CALL, on me demande d'évaluer l'impact des lactations longues sur les

résultats technico-économiques des élevages caprins.

Ilona : Mon métier permet d'apporter des informations clés sur le fonctionnement du marché de la viande bovine, pour aider les décideurs, les éleveurs et les filières, à comprendre l'environnement dans lequel ils évoluent, au-delà de leur entreprise. L'étude "Où va le veau ?", parue en 2025, a ainsi permis de connaître le poids de la boucherie dans la distribution de la viande de veau et mieux prendre en compte ce segment dans la communication vers le consommateur.

Eva : Une partie de mes missions consiste à développer de nouveaux indicateurs pour chercher à éclairer les questionnements des représentants des éleveurs et des filières. Par exemple, cette année, nous cherchons à évaluer, grâce aux bases de données, les impacts des maladies vectorielles (MHE, FCO) sur la fertilité, la production et *in fine* sur l'économie des filières.

D'une façon générale, nos travaux de production de références économiques (par exemple les Dossiers Économie de l'Élevage annuels, les indicateurs de coûts de productions, les estimations de revenus) permettent aux décideurs de connaître l'état de chaque filière et ses évolutions possibles en fonction du contexte.

Quelles compétences requiert votre métier ?

Ce métier exige de la rigueur et un intérêt pour les chiffres, nécessaires pour étayer nos analyses. Le goût pour les contacts humains et le travail d'équipe est également essentiel pour croiser les analyses (au sein du département Économie et avec les autres services techniques de l'Institut de l'Élevage) et les confronter au terrain, ou encore pour animer des collectifs (comme les Réseaux d'élevage Inosys). Enfin, une bonne dose de pédagogie et le goût de transmettre sont précieux pour faciliter l'appropriation de nos résultats par les acteurs de terrain.

Contacts : eva.groshens@idele.fr,
ilona.blanquet@idele.fr et
vincent.lictévout@idele.fr

ACCÉDER À NOS TRAVAUX

Nos publications, en libre accès, sur idele.fr/domaines-dexpertise/economie

- **Dossiers Économie de l'Élevage**, mensuels (bilans annuels par filière et sur les marchés mondiaux, valorisation d'études économiques),
- **Les Essentiels Eco** (synthèse annuelle des données macro et micro économiques par filière et grand type d'exploitation d'élevage),
- **Les dépliants annuels sur les "chiffres clés" en bovins, ovins, caprins**

Notre Webzine mensuel sur les marchés, sur tendances-lait-viande.fr

Nos productions dans le cadre d'Inosys Réseaux d'élevage (dossiers thématiques, cas-types, référentiels, etc.),
[sur \[sur.idele.fr/inosys-reseaux-elevage/\]\(http://sur.idele.fr/inosys-reseaux-elevage/\)](http://sur.idele.fr/inosys-reseaux-elevage/)

AGENDA



La 1^{ère} Biennale des conseillers CAP'2ER® a rassemblé 120 participants à Mâcon en 2023. Nous vous attendons encore plus nombreux à Angers du 13 au 15 octobre 2025 pour la 2^{ème} édition !

„Du 13 au 15 octobre 2025

2^{ème} Biennale des conseillers CAP'2ER®

Rejoignez-nous à Angers du 13 au 15 octobre 2025 pour assister à la 2^{ème} édition de la biennale des conseillers CAP'2ER®. Deux jours pour s'informer sur les avancées des programmes de R&D et échanger entre pairs sur ses pratiques d'accompagnement.

Cet événement, porté par les partenaires de l'outil CAP'2ER®, fait intervenir les experts de l'Institut de l'Élevage, des réseaux Chambres d'agriculture, d'Eliance et de La Coopération Agricole. Suite au succès de la 1^{ère} édition organisée à Mâcon en 2023, le programme prévoit des ateliers de mise en pratique et des conférences pour acquérir les dernières connaissances sur les enjeux environnementaux.

CAP'2ER® est le principal outil d'évaluation de la performance environnementale des exploitations agricoles en France : plus de 2 300 conseillers y ont été formés et 52 000 diagnostics ont été réalisés depuis le début de son développement. Initialement déployé pour les élevages de ruminants, l'outil couvre désormais les exploitations équinées, avicoles et de grandes cultures. La biennale vise à rassembler les conseillers utilisateurs de CAP'2ER®, issus de toutes ces filières, pour partager collectivement de nouvelles idées, pratiques concrètes et expériences sur les leviers d'amélioration de la durabilité des exploitations.

Le programme de ces deux jours vise à répondre aux objectifs suivants :

- comprendre les dernières évolutions de CAP'2ER®,
- renforcer le conseil suite au diagnostic pour accélérer la transition agroécologique des exploitations,
- acquérir les connaissances les plus récentes sur les principaux sujets d'actualité, techniques ou réglementaires, concernant les démarches environnementales,
- échanger sur ses pratiques et les problématiques rencontrées sur le terrain.

+ D'INFOS : Programme détaillé et bulletin d'inscription à retrouver sur : <https://eboutique.idele.fr/>

Contact : leonard.jarrige@idele.fr

„Le 14 octobre 2025

Webinaires Nouvelles technologies et Travail



Le RMT Travail en agriculture et INRAE proposent un webinaire, le 14 octobre 2025, de 9h30 à 12h30, pour aborder la question : **Comment les transitions technologiques transforment le travail des agriculteurs mais aussi celui des acteurs du conseil et de l'accompagnement ?**

Nous aborderons le choix des solutions numériques et leurs effets sur le travail et l'emploi avec les travaux de Nouria Compaoré (UMR Territoires, INRAE/VetAgro Sup) sur les motivations au choix de solutions numériques en lien avec le travail des éleveurs ovins et ceux de Théo Martin (UMR Selmet, INRAE) sur les liens entre robotique, main-d'œuvre et marché de l'emploi dans l'Angleterre post-Brexit. La deuxième partie sera consacrée à la place des acteurs du conseil dans l'accompagnement de ces nouvelles technologies. Le RMT Naexus, Léa Sénégas (Centre de sociologie des organisations, CNRS) et Clémence Rauze (FD CUMA 42) illustreront comment le numérique transforme le métier des acteurs du conseil agricole, au travers de 3 présentations et d'une table ronde.

+ D'INFOS : programme complet et bulletin d'inscription sur idele.fr/agenda

Contact : carole.jousseins@idele.fr

Du 21 au 23 octobre 2025



6^{ème} Biennale des conseillers fourragers



Le rendez-vous incontournable d'échange entre conseillers sur le thème de la production fourragère organisé par le RMT « AvenirS Prairies » aura lieu cette année au lycée agricole Naturapolis de Châteauroux (36).

Le contenu des journées est construit avec et pour les conseillers de terrain. Il prévoit onze ateliers, cinq interventions en séances plénières et quatre visites de fermes dont la ferme expérimentale des Bordes, pilotée par ARVALIS et la Chambre d'agriculture de l'Indre.

Les biennales sont destinées à toutes celles et ceux intéressés par l'accompagnement des éleveurs sur la gestion des fourrages et des prairies, avec des approches techniques ou méthodologiques. Le programme 2025 mêle exposés techniques, présentations d'outils, témoignages, échanges et partages d'expérience. Les moments conviviaux sont aussi plébiscités par les participants.

+ D'INFOS : *Programme complet, tarifs et bulletin d'inscription (obligatoire) sur : idele.fr (onglet Agenda)*

Contacts : benoit.delmas@idele.fr et fabienne.launay@idele.fr



Le 6 novembre 2025

Rendez-vous technique aux Trinottières

La ferme expérimentale des Trinottières ouvre ses portes pour une ½ journée technique autour du logement collectif des veaux laitiers.

L'occasion de présenter les enjeux autour du logement des veaux et de découvrir les résultats et les coulisses des essais conduits sur ce thème dans le cadre du projet COLOCAVO dans 4 sites expérimentaux (Trévarez, La Blanche Maison, Les Trinottières, Méjusseau). Conseillers, éleveurs, chercheurs : on vous attend nombreux !

+ D'INFOS : *événement gratuit. Programme détaillé et bulletin d'inscription à retrouver sur : idele.fr (onglet Agenda)*

Contacts : lucile.oble@pl.chambagri.fr et amandine.launay@idele.fr



Le 13 novembre 2025

12^{ème} Confé- rence Grand Angle Viande



La 12^{ème} édition de la conférence Grand Angle Viande sera organisée en trois séquences thématiques.

Tout d'abord, les évolutions de la demande des marchés et des tendances de production des élevages, aussi bien naisseurs qu'engraisseurs, alors que la décapitalisation allaitante se poursuit et que les troupeaux sont affectés par les impacts sanitaires. Ensuite, la présentation d'innovations permettant une meilleure adaptation des élevages aux changements climatiques, notamment sur le plan fourrager et de l'eau d'abreuvement. Enfin, les derniers résultats de nos travaux de R&D dans les domaines de la sélection génétique et de la qualité des viandes.

La conférence aura lieu pour la première fois à la Maison Nationale des Éleveurs (Paris 12^e) et sera retransmise, comme à l'accoutumée, en visioconférence interactive en direct dans 7 antennes : Aubière (63), Beaucozéz (49), Castanet-Tolosan (31), Laxou (54), Le Rheu (35), Limoges (87) et Villers-Bocage (14).

+ D'INFOS : *programme détaillé, tarifs et bulletin d'inscription à retrouver sur idele.fr (onglet Agenda)*

Contact : boris.duflot@idele.fr

AGENDA

Les 26 et 27 novembre 2025

Capr’Inov, le salon international caprin



L’Institut de l’Élevage sera très présent au prochain salon Capr’Inov à Niort (79). Outre le stand traditionnel, partagé avec la FNEC et l’Anicap, qui permet l’accueil des visiteurs, la réponse à leurs questions, la transmission de documents ou la vente de publications, les équipes de l’Institut de l’Élevage ont préparé un programme de conférences très complet.

Un format spécial s’adressera aux porteurs de projets pour leur faire découvrir tous les outils disponibles ou toutes les références utiles pour construire leur projet. Les espaces Capr’i Tech et Capr’i Traite reprendront du service, animés par nos experts, avec l’appui des conseillers de terrain. Inédit : FromaTech, un nouveau pôle dédié à la transformation fermière, sera animé par la FNEC, avec des intervenants idele. Enfin, autre nouveauté de cette édition 2025, l’Institut de l’Élevage a proposé aux organisateurs la mise en place d’un village connecté. Avec des démonstrations de la Balance Autonome Connectée, des explications sur différents capteurs, des vidéos sur les usages des drones... Capr’i Connect se veut un lieu de découverte des multiples intérêts des technologies numériques en élevage. Idele sera aussi partenaire du stand Eleveur Caprin Demain en participant notamment à la chasse aux trésors organisée pour que les apprenants découvrent les acteurs de la filière et partent à la recherche de résultats techniques.

✦ D’INFOS : caprinov.fr - Contact : emmanuelle.caramelle-holtz@idele.fr



Les 20 et 21 janvier 2026

CABRI+ : séminaire Eleveurs partenaires

Le prochain séminaire du projet CABRI+ aura lieu en janvier 2026 près de Niort (79).

Le projet CABRI+, qui a débuté en janvier 2024 et qui s’achèvera en juin 2027, a pour objectif de favoriser le développement de la filière d’engraissement du chevreau à la ferme, pour améliorer sa valorisation, de l’éleveur jusqu’au consommateur, tout en répondant aux attentes sociétales.

Au cours de la première année du projet, neuf groupes d’éleveurs caprins ont été constitués dans les territoires impliqués. Chacun de ces groupes s’est réuni afin de construire un plan d’actions de démultiplication favorisant l’engraissement des chevreaux à la ferme. Un total de plus de 100 actions a ainsi été proposé, parmi lesquelles la création d’un outil de calcul du coût de production ou la mise en place d’une expérience test de transformation de viande de chevreau. La réalisation de ces actions a débuté et se poursuivra jusqu’à fin 2026.

Un premier séminaire du projet a été réalisé en janvier 2025 à la ferme expérimentale caprine du Pradel ; il a permis de réunir une quarantaine d’éleveurs et de techniciens participant au projet pour des échanges autour des plans d’action de démultiplication, des expériences réalisées et des actions à venir.

Le prochain séminaire CABRI+ aura lieu les 20 et 21 janvier 2026, près de Niort (79). Au programme : visite d’élevage, échanges sur des sujets techniques, présentation d’actions réalisées ou en cours, réflexion et propositions de futurs livrables.

Les documents produits dans le cadre du projet Cabri+ seront mis à disposition sur le site web du projet, qui contient notamment un espace documentaire et un forum de trucs et astuces sur le sujet.



Le projet Cabri+ vise à accompagner les acteurs des territoires dans le développement de l’engraissement des chevreaux à la ferme.

✦ D’INFOS : idele.fr/cabri-plus/
Contact : marie.drouet@idele.fr

PARUTIONS

Livret « Chiffres clés de l'alimentation des ovins viande »



Le saviez-vous ?

En France, la ration annuelle d'une brebis allaitante et de son (ses) agneau(x) est composée à 81 % de fourrages et à 19 % de concentrés pour partie

auto-produits. L'herbe sous toutes ses formes (fraîche ou conservée) reste, et de loin, l'aliment majoritaire : elle constitue 79 % de la matière sèche totale distribuée. Résultat : les élevages ovins français affichent une autonomie protéique de 83 % et 90 % des protéines qu'ils consomment ne sont pas valorisables par l'homme.

Voici quelques-uns des chiffres clés qui vous attendent dans ce livret ! Il propose une manière inédite et ludique de découvrir ou d'en savoir plus sur l'alimentation des ovins allaitants en France, adaptée aux contextes et contraintes de chaque région, entre tradition et innovations, pour répondre aux enjeux de la durabilité des élevages.

Livret à télécharger sur : idele.fr
Contact : laurence.sagot@idele.fr



Fiches « Confort thermique des bâtiments pour petits ruminants, en période estivale »



Le changement climatique actuel implique une hausse considérable des températures estivales. Les animaux logés en bâtiment pendant cette période peuvent souffrir

de stress thermique qui affecte leur bien-être et leurs performances. Dans le cadre du projet BATCOOL, visant à évaluer l'adaptation des bâtiments de petits ruminants en été, une cinquantaine de bâtiments ont été étudiés pour identifier les meilleures conceptions, équipements et pratiques. Tous les résultats techniques et les recommandations issus de cette étude sont disponibles sous forme de fiches et de vidéos comprenant des exemples concrets et des témoignages d'éleveurs.

Les fiches et vidéos sont disponibles sur : occitanie.chambres-agriculture.fr
Contact : morgane.lambert@idele.fr



Guide technique « Bien utiliser les effluents d'élevage sur prairie »



Ce guide, réalisé par le RMT Avenir Prairies, propose une démarche simple pour optimiser la fertilisation organique des prairies. Il s'appuie sur la méthode des bilans, qui confronte les besoins de la prairie en azote, phosphore et potassium aux fournitures du sol, afin de déterminer la quantité et le type d'effluents à utiliser.

Sont proposés des conseils sur les périodes d'apport et le matériel adapté, en tenant compte des aspects agronomiques, réglementaires et sanitaires.

À télécharger gratuitement sur idele.fr
Contact : soline.schetelat@idele.fr



Les chiffres clés des services rendus par l'élevage de ruminants



Au-delà de la fourniture de denrées alimentaires de haute qualité, l'élevage de ruminants rend de nombreux services, souvent méconnus, que la CNE et les filières, avec l'appui de l'Institut de l'Élevage,

souhaitent valoriser. Ce livret met en lumière 18 thèmes, dont le maintien de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, la gestion de la ressource en eau, la création d'emplois, le maintien de la vitalité territoriale...

Les contributions de l'élevage à chacun d'eux sont illustrées de manière ludique par le biais de chiffres clés.

Disponible sur : cne-elevagesruminants.fr
Contacts : theo.gning@cne.asso.fr et juliette.ferial@idele.fr



Dossier Économie de l'Élevage « L'élevage de ruminants au Recensement agricole 2020, et depuis »

Tous les dix ans, les recensements agricoles offrent une opportunité inédite de tirer le portrait des exploitations agricoles françaises dans toute leur

diversité, de constater les évolutions récentes, de s'interroger sur les signaux faibles. Par rapport à leurs voisins et souvent concurrents européens, les élevages français apparaissent le plus souvent moins spécialisés et moins concentrés. Comment ont-ils évolué sur la dernière décennie ? Les productions végétales sont-elles en train de prendre le pas sur les productions animales en France ? Retrouvez toutes les réponses dans ce dossier qui aborde les interactions socio-économiques et environnementales entre l'activité agricole et les territoires.

À découvrir sur : idele.fr
Contact : christophe.perrot@idele.fr



FORMATION

LES FORMATIONS DE LA RENTRÉE 2025

_Génétique

La sélection génétique dans les filières de ruminants

Cette formation permet de s'approprier les principes de la sélection génétique et leurs applications au travers des outils actuels. Elle permet une mise à jour des fondamentaux et de répondre aux questions quotidiennes de terrain en filières bovin lait, bovin viande, caprin, ovin viande ou ovin lait.



Objectifs :

- Expliquer les évaluations génétiques/ génomiques et leurs composantes
- Interpréter un index et son évolution
- Mesurer le rôle essentiel de la gestion de la variabilité génétique
- Apprécier les impacts des objectifs de sélection sur l'évolution de la population

Public : Responsables techniques et conseillers des organismes d'élevage, enseignants

Dates et lieu :

Les 6 et 7 novembre 2025, à Paris + module à distance, par filière, le 20 ou 21 novembre 2025

• **D'INFOS :** sandra.dominique@idele.fr

NOTRE OFFRE COMPLÈTE DE FORMATIONS SUR IDELE.FR

Près de 200 formations couvrant la plupart des enjeux de l'élevage destinées aux entreprises des filières bovines, ovines et caprines.

En inter ou en intra, en présentiel ou à distance, contactez-nous pour trouver la solution formation qui répond à vos attentes.

+ **D'INFOS :** idele.fr/formation
Contact : formation.externe@idele.fr



_Ambiance des bâtiments d'élevage

Des bâtiments bien ventilés en toute saison



Cette formation, très pratique et multi-filières, vise à donner les clés pour diagnostiquer et dégager les pistes d'amélioration des bâtiments d'élevage pour assurer une bonne ambiance en toute saison, essentielle au bien-être et à la santé des animaux.

Objectifs :

- Expliquer les relations entre conditions d'ambiance et santé des animaux
- Cerner les besoins des animaux et le fonctionnement de la ventilation d'un bâtiment
- Dimensionner les ouvertures d'un bâtiment d'élevage
- Diagnostiquer des soucis d'ambiance dans un bâtiment
- Proposer des solutions pour concevoir des bâtiments qui se ventilent correctement et pour améliorer les bâtiments existants

Public : Conseillers bâtiment, conseillers d'élevage, vétérinaires

Dates : Du 17 au 21 novembre 2025, dans les Deux-Sèvres (79)

• **D'INFOS :** bertrand.fagoo@idele.fr

_Conduite du troupeau

Conduite pratique de l'alimentation du troupeau bovin allaitant



Cette formation développe une approche de l'alimentation du troupeau allaitant (vaches allaitantes et animaux en phase d'élevage) à l'échelle de l'année et adaptée aux différents contextes de production. Elle se déroule sur une ferme expérimentale, permettant d'analyser le système d'alimentation en place et de bénéficier de l'expertise des ingénieurs de la ferme.

Objectifs :

- Expliquer les bases des recommandations de l'alimentation d'un troupeau bovin allaitant (vaches reproductrices, génisses d'élevage et couples mères-veaux)
- Porter un diagnostic sur les conduites alimentaires en élevage allaitant
- Conseiller les éleveurs dans la conduite alimentaire de leur troupeau, depuis le système fourrager jusqu'au rationnement hivernal
- Intégrer les dimensions techniques, organisationnelles et économiques de l'élevage dans le conseil apporté

Public : Conseillers d'élevage, techniciens

Dates et lieu : Du 25 au 27 novembre 2025, à Jalogny (71)

• **D'INFOS :** jeremy.douhay@idele.fr

Les prestations AGRIVOLTAÏSME



Accompagner les projets pour optimiser leur réussite

Dynamisés par un cadre stratégique et politique national favorable, les projets agrivoltaïques émergent sur tout le territoire français, notamment dans les zones d'élevage de ruminants. L'Institut de l'Élevage propose ses compétences aux développeurs et producteurs d'énergie dans les domaines agronomique, zootechnique, santé et bien-être animal ainsi que dans les dimensions sociales et économiques afin de mettre au point des protocoles expérimentaux et des suivis de leurs projets agrivoltaïques. Objectif : lever les incertitudes techniques et permettre une coactivité optimale entre production d'énergie et activité d'élevage.



PRESTATIONS

Forte de son expérience et d'une expertise issue de la R&D appliquée en élevage, l'équipe Agrivoltaïsme de l'Institut de l'Élevage propose une offre d'appui modulable couvrant toutes les étapes clés de la conception des projets agrivoltaïques :

- Études de faisabilité technico-économique intégrant les contraintes d'élevage,
- Appui à la conception et l'organisation du site : parcellaire, équipements (abreuvement, contention), zones de circulation,
- Expertise en production fourragère : semis, pilotage, production de biomasse, plan de pâturage,
- Étude du microclimat,
- Diagnostic bien-être-animal : stress thermique, suivi du comportement,
- Suivi agronomique des sites en exploitation : suivi des flores, activité du sol,
- Conduite d'essais sur démonstrateurs agrivoltaïques.

Ces prestations s'appuient sur une méthodologie rigoureuse, portée par la volonté de produire des références solides au service des éleveurs et des acteurs de l'écosystème. Notre ambition : garantir des projets robustes, efficaces et compatibles avec une activité d'élevage durable.

FORMATIONS

L'Institut de l'Élevage propose des formations de type « Découverte de l'élevage ovin ou bovin » ou « Comprendre la conduite des troupeaux au pâturage ». Destinées aux équipes techniques des sociétés gestionnaires de centrales photovoltaïques, ces formations donnent les clés pour mieux appréhender les enjeux des exploitations d'élevage et se familiariser avec les techniques de pâturage. Elles laissent une large place aux observations sur le terrain.

Retrouvez
la description détaillée
de nos prestations



La cellule Agrivoltaïsme de l'Institut de l'Élevage propose des prestations personnalisées, adaptées à vos besoins et calibrées en fonction de vos moyens. N'hésitez pas à nous consulter !
Contact : agrivoltaïsme@idele.fr

ABCIS, le bureau d'études expert des filières animales

Des solutions sur mesure pour répondre aux besoins des acteurs des filières d'élevage et des produits animaux

ABCIS est un bureau d'études fondé par les instituts techniques agricoles Institut de l'Élevage, IFIP et ITAVI, afin de mutualiser leur expertise et relever ensemble les défis des filières d'élevage de ruminants, porcs et volailles.

Grâce à une approche transversale et sur mesure, nous accompagnons tout type d'entreprises, organisations, collectivités et institutions pour apporter notre expertise et éclairer les décisions.

Une offre de prestations multi-filières et multi-compétences

Nos connaissances s'appuient sur les méthodes et références issues de nos travaux de recherche & développement, les nombreux essais développés dans les centres d'innovation et stations expérimentales de nos instituts et sur les expertises de plus de 300 ingénieurs.

Les prestations d'ABCIS couvrent un large spectre de domaines techniques :

- Économie et prospective des filières animales,
- Environnement : évaluation des impacts et mesures de gestion,
- Techniques d'élevage : alimentation, génétique, reproduction, bâtiments...
- Transformation et procédés agroalimentaires,
- Agrivoltaïsme,
- Hygiène, santé et bien-être animal.

Contacts : denis.faradji@abcis.com et gilles.nassy@abcis.com

+ D'INFOS :
Découvrez nos
offres de prestations



Suivez-nous
sur les réseaux
sociaux



NOS ÉTUDES RÉCENTES

Entreprises privées, structures publiques ou collectivités territoriales ; nous réalisons des travaux pour tout type de clients. Retrouvez ci-dessous quelques-unes de nos dernières réalisations.

- Etude prospective filières animales à 10 ans - Quelles trajectoires pour les filières et quels leviers activer en fonction des contextes qui agitent les marchés ?
- Etude sur les leviers de décarbonation des élevages ; chaque filière animale dispose d'axes d'amélioration pour réduire son impact environnemental.
- Etude du comportement et de la santé des ovins conduits sous panneaux photovoltaïques pour objectiver leurs situations vis-à-vis du bien-être animal.
- Diagnostics sanitaires et zootechniques des animaux conduits à proximité de parcs éoliens, grâce à l'analyse des indicateurs de production et de santé des animaux, avant et après la mise en service du parc.

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE

Chaque trimestre, notre équipe d'experts agroéconomistes analyse la dynamique du marché dans l'Observatoire Économique des filières animales. Trois indicateurs y décrivent la production de produits animaux, les prix de vente et les coûts de production, observés dans chacune des filières.

À découvrir sur : abcis.com/lobservatoire-economique/

Éditeur : Institut de l'Élevage - Achevé d'imprimer en août 2025 / ISBN : 978-2-7148-0183-8 / Référence Idele : 0025 603 007

Directeur de publication : Joël Merceron/Institut de l'Élevage - 149 rue de Bercy - 75 595 Paris CEDEX 12 - France -

communication@idele.fr - www.idele.fr / Conception graphique : bêta pictoris - Tél. : 01 49 73 30 54 / Mise en page : K. Brulat et Corinne Maigret, Institut de l'Élevage

Impression : Document imprimé sur un papier 100 % recyclé par l'imprimerie Illico - Rue François Jacob - 62800 LIÉVIN - Tél. : 03 21 72 78 98

Photos : S. Leclerc/Idele, Corri Seizinger/AdobeStock, P.-G. Grisot/Idele, Idele, Kevin Luke/Unsplash, C. Cornilleau/INRAE, Image'In/AdobeStock, C. Maigret/Idele, C. Jousseins/Idele, Ferm'Inov, CIRPO, Ferme de Trévarez, J. Jost/Idele, CIRBEEF, DR, D. Meignan/Cniel, M. Foucault/Idele, Poiseau Philippe/AdobeStock, Michel Blossier, V. Chatellier/Inrae, Mangostock/Fotolia, countrypixel/AdobeStock, M. Crestey/Idele, Gopixa/AdobeStock, V. Lictevout/Idele, L. Jarrige/Idele, Jose/AdobeStock, F. Launay/Idele, M. Kaczurak/Flickr, Ferme des Trinottières, C. Boyer/Idele, Shashkin/AdobeStock, R. de Cremoux/Idele, D. Faradji/Idele, Zlajaphoto/AdobeStock, Youji Okawa/AdobeStock, M. Guideur, Fotolia -

Photo de couverture : Michel Blossier

Les travaux de l'Institut de l'Élevage bénéficient des financements de l'État (Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement), du Casdar, de FranceAgriMer, des interprofessions (CNIEL, Interbev, FGE, Anicap), de la CNE, de l'Union Européenne et des Régions. Idele est membre du réseau ACTA-les Instituts Techniques Agricoles.